



**OSCE HIGH-LEVEL CONFERENCE ON
TOLERANCE AND NON-DISCRIMINATION
(INCLUDING HUMAN RIGHTS YOUTH EDUCATION ON
TOLERANCE AND NON-DISCRIMINATION)**

Session 4

**Combattre l'intolérance et la discrimination
envers les Musulmans**

Veysel FILIZ

Porte Parole

22 Mai 2013

Tirana - Albania

EMISCO

11 rue Horace F-67200 Strasbourg
Tél : +33689845227

Mesdames, Messieurs, Excellences, Chers Collègues,

C'est en 2006, sous la présidence espagnole, que nous avons commencé nos activités avec le secteur de la dimension humaine de l'OSCE en organisant un événement parallèle autour de l'éducation des jeunes. Je pense que ce n'est pas un hasard si aujourd'hui nous avons le privilège d'intervenir ici et je remercie le BIDDH pour les efforts produits depuis plusieurs années afin de veiller à l'amélioration des droits fondamentaux.

Bien sur, depuis 7 ans, il y a eu des avancées majeures. La notion de « Crime de Haine » a été plutôt bien diffusée notamment à travers les formations sur cette question. À ce titre, l'EMISCO a participé à la mise en place de la formation de Copenhague il y a peu de temps. Nous solliciterons le BIDDH pour d'autres formations dans les temps à venir. Le Guideline pour les Educateurs est un outil majeur et bien évidemment la participation des ONG musulmanes aux réunions de la dimension humaine rend incontournable le BIDDH pour la société civile qui œuvre pour les Droits de l'Homme et la lutte contre le racisme et les discriminations. Déjà, il y a 7 ans, le terme d'islamophobie n'était pas la bienvenue à l'OSCE, aujourd'hui encore, cela est le cas alors que nous avons essayé d'en fixer une définition il y a trois ans. Désormais, il faut faire le pas et intégrer ce thème dans nos travaux pour être compréhensif et ne pas tergiverser en se bloquant sur la terminologie.

Dans l'agenda annoté, vous avez pu lire les avancées et surtout les manquements sur la question qui touchent à cette session. Je vais essayer d'aller droit au but car nous devons utiliser le temps de manière efficace.

Nous vivons dans une région interdépendante et diversifiée. L'harmonie et la cohésion inter-culturelle et inter-religieuse est plus nécessaire que jamais alors que le concept même d'une société pluraliste est menacé en raison des préjugés et de l'intolérance à la fois religieuses et dogmatiques. À l'Ouest de Vienne, le plus grand obstacle à la mise en place de relations plus harmonieuses entre la composante majoritaire et les minorités ethniques et religieuses sont les convictions profondes que les sociétés occidentales sont « exceptionnelles » et forment une exception civilisationnelle dotée d'un phare rayonnant de liberté et d'une prétendue supériorité morale sur le monde non-occidental.

Grâce au développement de sentiments négatifs et des stéréotypes, l'islam est aujourd'hui la plus grande religion au monde qui soit largement et profondément incomprise. Elle est largement perçue par le public occidental comme une religion véhiculant la haine, la violence et l'intolérance. Les principaux médias, certains intellectuels et acteurs politiques nourrissent cette illusion en invoquant constamment cette idée de l'exceptionnalisme au travers des approches populistes et des discours sensationnalistes, tout en refusant de promouvoir des solutions constructives aux problèmes auxquels sont confrontés la population en général. Le fossé est aggravé en raison de l'existence d'un terrain de jeu inégal, ce qui limite pour les communautés musulmanes la capacité à présenter leur point de vue intelligemment et de façon constructive. L'OSCE reste une exception par son ouverture même si des moyens accrues pour une meilleure représentation est toujours nécessaire.

EMISCO

11 rue Horace F-67200 Strasbourg
Tél : +33689845227

Bien que la plupart des pays occidentaux continuent à se percevoir ethniquement, culturellement et religieusement comme monodimensionnel et homogène, une courte promenade dans n'importe quelle grande ville à l'Ouest de Vienne permettra de réaliser que la vie inter-ethnique et inter-culturelle est aujourd'hui une réalité de terrain.

Les débats ont fait rage pendant des années pour savoir si cette évolution était positive ou bien avait des conséquences négatives et dangereuses. En fonction de la position idéologique et politique de chacun, les points de vue ont divergés et certains leaders politiques ont affirmés que le multiculturalisme était mort. Logiquement pour ces derniers, le bouc-émissaire en était les Musulmans qui rechignaient à s'intégrer. Néanmoins, de plus en plus de gens s'engagent à promouvoir les idéaux d'une société juste, égalitaire et pacifique dans lequel les gens de différentes religions, ethnies et cultures peuvent harmonieusement coexister, interagir les uns avec les autres et enrichir collectivement leurs vies. De plus en plus de gens rejettent l'idée selon laquelle une seule religion ou culture puisse revendiquer le monopole de la sagesse et ne laisser aucun espace pour les croyances et identités alternatives.

Il est bien évidemment nécessaire de prendre en considération non seulement les manifestations actuelles de l'intolérance et de la discrimination, mais aussi de reconnaître la profondeur historique, culturelle et psychologique de la question. Dans le même temps, un cadre normatif solide et complexe de respect des droits de l'homme pouvant délimiter l'espace de l'expression publique haineuse n'existe ni au niveau national ni à l'échelle internationale. Il y a un besoin urgent pour une stratégie intellectuelle et éthique afin de prévenir l'exploitation politique des questions d'actualités qui attisent les flammes de l'intolérance et de la discrimination.

Constatons ensemble qu'aujourd'hui nous assistons à la déplorable renaissance d'une époque catastrophique où les gens sont à nouveau classés comme «autres» en raison de leur identité, de leur foi ou de leur culture. Alors que la première étape vers une société inter-culturelle et inter-religieuse réside dans la protection de ceux qui forment la diversité et la richesse de nos sociétés, chacun est ramené à sa couleur, son origine ethnique ou sa religion. Ceux qui ne se conforment pas à un ensemble de valeurs et de comportements sont diabolisés de manière systématique. Nous devons être fiers des différences et nous devons apprendre à les protéger, à leur donner l'espace pour s'épanouir, à enrichir les autres et à être enrichi par les autres. En d'autres termes, nous devons garantir que «l'autre» doit être capable de vivre comme «l'autre».

Pourtant, nous constatons que les discours anti-musulmans sont encore très présents dans les médias ou dans la classe politique au sein de nombreux pays participants de l'OSCE. La lutte contre les discours de haine ne doit pas aller à l'encontre de la liberté d'expression. Dans le même temps, nous constatons que dans de nombreuses conventions internationales, la liberté d'expression a des limites et n'est pas absolue. Il est donc important d'utiliser l'arsenal juridique disponible pour lutter contre les discours de haine, notamment à travers la pédagogie et l'éducation car la sanction n'est pas toujours productive.

Malheureusement, nous constatons que la mise en œuvre de cette législation lorsqu'il s'agit des communautés musulmanes est largement insuffisante. Les stéréotypes autour de la communauté musulmane font que désormais l'égalité devant la loi est

EMISCO

11 rue Horace F-67200 Strasbourg
Tél : +33689845227

remise en cause. C'est pourquoi il est nécessaire d'éduquer toutes les composantes sociales à l'islamophobie en commençant par les autorités judiciaires et les forces de l'ordre.

En conclusion, les démocraties à l'Ouest de Vienne traversent un véritable défi touchant à la préservation des droits fondamentaux de tous les citoyens vivant sur leur sol. Il y a un repli identitaire européen qui donne voix à l'affirmation de l'antisémitisme, de l'islamophobie et de toutes les formes de haines. De ce fait, la dynamique positive existante en faveur du vivre-ensemble est entravée par les discours publics portés par certaines figures qui occupent la scène médiatique. Ces personnages qui existent dans beaucoup de pays et qui vulgarisent l'islamophobie sont de véritables **terroristes culturels** qui sapent notre futur commun.

Par ailleurs, la stratégie politique populiste de certains politiciens qui jouent avec les peurs et les préjugés tout en restreignant l'espace citoyen d'expression publique des communautés musulmanes ne permet pas de faire part des demandes démocratiques en faveur de l'égalité et du respect des droits fondamentaux.

Le sondage IPSOS de Janvier 2013 en France marque le rejet des Musulmans et de l'Islam et met en relief le manque de conscience au sein de nos sociétés sur l'apport des communautés musulmanes à la prospérité et au modèle social en vigueur. L'altérité à leur égard devient de plus en plus violente. C'est pourquoi, une réunion de l'OSCE sur la **Sécurité des Musulmans** devient nécessaire et nous attendons de la part de la présidence en exercice de s'y impliquer car malheureusement **l'islamophobie s'est normalisée et s'est largement institutionnalisée**. Les communautés musulmanes ont besoin de plus de soutien politique et moral de la part des preneurs de décisions européens en matière d'égalité, de respect des droits humains et de l'inclusion totale.

Malheureusement, l'Islam est encore trop souvent connecté à la violence extrémiste et au terrorisme et est perçue par certains Etats comme un risque sécuritaire. La lutte globale qui doit être commune contre le terrorisme ne doit pas bafouer les Droits de l'Homme. Tous les groupes ou individus extrémistes violents doivent être traités avec la même rigueur. Le procès NSU en Allemagne ou le procès Breivik en Norvège rendent encore plus sympathique dans leur présentation les terroristes alors qu'un délit routier commis par un musulman devient trop facilement une affaire de sécurité nationale.

Enfin, ni l'Islam, ni les Musulmans ne sont homogènes, nous devons tenir compte de cette diversité pour enclencher **un changement de paradigme qui devra placer l'éthique à la place de l'idéologie et les Droits de l'Homme à la place de la théologie**. C'est alors que nous verrons que l'islamophobie ne se limite pas uniquement à la question des lieux de cultes, du voile, des cimetières musulmans ou de la nourriture Halal. Elle a un effet dévastateur dans le domaine socio-économique en matière d'accès à l'emploi, aux services, au logement ou à l'éducation. Le BIDDH organisera le 5 Juillet prochain au Conseil de l'Europe une réunion d'expert destinée à présenter aux responsables éducatifs les acquis de Guideline sur l'intolérance et la discrimination envers les Musulmans. Nous invitons les Pays Participants à promouvoir cette action en incitant les responsables de l'Education Nationale à y prendre part.

EMISCO

11 rue Horace F-67200 Strasbourg
Tél : +33689845227